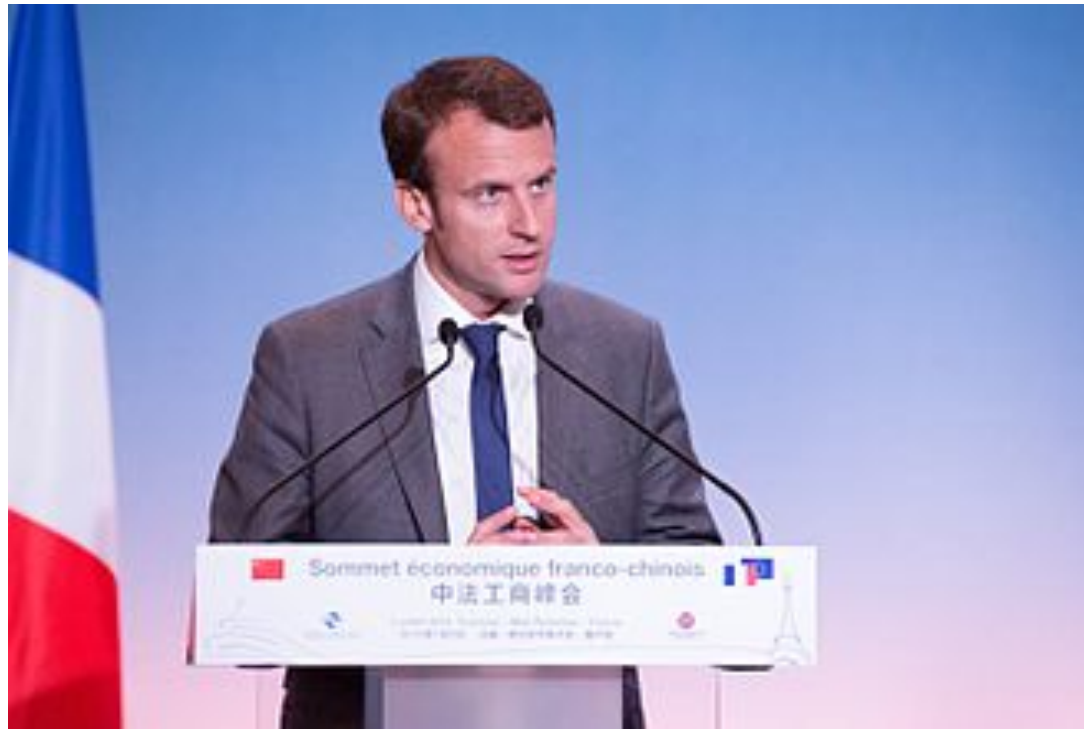


Le candidat Emmanuel Macron

Gian Domenico Mioli



Biographie

Emmanuel Jean-Michel Frédéric Macron est le fils de Jean-Michel Macron, médecin et professeur de neurologie au CHU d'Amiens-Picardie et responsable d'enseignement à la faculté de médecine de cette même ville, et de Françoise Noguès, médecin et conseillère de la sécurité sociale.



- La famille Macron est originaire du village d'Authie, dans la région de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), où E. Macron séjourne occasionnellement. Il affirme devoir son engagement à gauche à sa grand-mère, principale de collège .

Vie privée

- Le 20 octobre 2007, au Touquet où il réside, Emmanuel Macron épouse Brigitte Trogneux, professeur de français de vingt-quatre ans son aînée, rencontrée en 1993 au cours d'un atelier de théâtre qu'elle anime dans son lycée, alors qu'il est âgé de quinze ans et en classe de seconde.
- Ses témoins de mariage sont le professeur d'économie Marc Ferracci et l'homme d'affaires Henry Hermand . Ce dernier est proche d'Emmanuel Macron depuis son stage d'élève haut fonctionnaire chez le préfet de l'Oise. Son épouse participe activement à sa campagne présidentielle.
- Il pratique le piano, qu'il a étudié pendant dix ans au conservatoire d'Amiens et le tennis. Il a pratiqué la boxe et le football (il apprécie l'Olympique de Marseille) et suit fidèlement le Tour de France .

Formation

- Il a étudié auprès de l'Institut « La Providence » : un établissement privé catholique d'Amiens fondé par la congrégation des jésuites. Il poursuit ses études à Paris au lycée Henri-IV (classes préparatoires de lettres CPGE B/L – dans la filière des lettres et sciences sociales) , où il obtient le *Bac avec mention* .
- Il obtient par la suite une maîtrise, en philosophie auprès de l'université Paris-Nanterre. Il a obtenu, à 24 ans, son diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (2001), il étudie à l'ENA à Strasbourg (2002-2004). Il a fait son stage en ambassade au Nigeria.

Carrière politique

- Emmanuel Macron a été membre du Parti socialiste entre 2006 et 2009. Il est devenu Secrétaire général adjoint au cabinet du président de la République française auprès de François Hollande en 2012, puis ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique en 2014 dans le gouvernement Manuel Valls .

- Emmanuel Macron a été Inspecteur des finances entre 2014 et 2016 .
- En avril 2016, il a créé son mouvement politique, *En marche*, après avoir présenté sa démission en tant que ministre de l'économie. Il a été le candidat à l'élection présidentielle.

Carrière professionnelle

- Emmanuel Macron a commencé en 2008 une carrière de banquier d'affaires chez Rothschild & Cie (qui fournit des services bancaires d'investissement, de gestion d'actifs et de fortune). Il devient l'un des protégés de Jean-Pierre Jouyet qui dirige alors l'IGF (Internet Governance Forum). Il participe notamment à des missions sur la « valorisation de la recherche », la « fraude aux prélèvements obligatoires et son contrôle » et « la répartition des prélèvements obligatoires entre générations et la question de l'équité intergénérationnelle ».
- En 2006, Laurence Parisot lui propose le poste de directeur général du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) qu'elle préside mais Emmanuel Macron refuse.

- En août 2007, il est nommé rapporteur adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française (« commission Attali »). En mars 2010, il est nommé, par décret, membre de cette commission. Il y rencontre notamment Peter Brabeck, alors chef du Conseil-DA de Nestlé, contact qui lui a permis, chez Rothschild & Cie, de conseiller le rachat par Nestlé de la filiale de lait infantile (poudre de lait) de Pfizer en 2012 (Pfizer. Inc. est la plus grande société du monde opérant dans le domaine de la recherche, la production et la commercialisation de médicaments) .
- Le 30 juin 2008, Emmanuel Macron est co-rapporteur de la commission sur les professions du droit.

Banquier d'affaires et journaliste

- En septembre 2008, il se met en disponibilité de la fonction publique et devient banquier d'affaires chez Rothschild & Cie, après avoir été recruté par François Henrot sur recommandation de Jacques Attali et de Serge Weinberg (Chef de cabinet du Ministère du Trésor). Emmanuel Macron indique que l'échec de son militantisme local et l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République l'ont poussé vers cette activité.
- En 2010, Emmanuel Macron a offert son aide bénévole à la Société des rédacteurs du Monde (SRM), dans le contexte de la revente du journal *Le Monde*. Il a travaillé avec Alain Minc et Claude Perdriel .

- En 2010, il est promu associé au sein de la banque, après avoir travaillé sur la recapitalisation du journal *Le Monde* et sur le rachat par « Atos de Siemens Solutions and Services ». Il bat ainsi le record de précocité de Grégoire Chertok (Associé-gérant et membre du Comité Exécutif de Rothschild & Cie. Monsieur Certok est également conseiller régional d'Île-de-France depuis 2010 et conseiller de Paris depuis 2014), mais cette nomination apparaît pour certains observateurs comme un mystère...
- **En février 2012**, suivant l'avis favorable de **Philippe Tillous-Borde**, Cofondateur de **Sofiprotéol** (un groupe agro-industriel international , qu' en 2014, a élevé son chiffre d'affaires à 6,5 milliards d'euros), Macron prend 41 % du capital de **Lesieur Cristal**. (Une société de droit marocain, avec siège social à Casablanca, opérant dans le secteur de l'agroalimentaire, filiale du Groupe Avril. Cette société commercialise une gamme complète de marques d'huiles.)

- En 2012, il est nommé gérant et dirige l'une des plus grosses négociations de l'année (le rachat par Nestlé d'une filiale de Pfizer). **Cette transaction, évaluée à plus de 9 milliards d'euros, lui permet de devenir millionnaire.** François Henrot dira de lui qu'« il aurait été, s'il était resté dans le métier (intermédiaire financier), un des meilleurs en France, sans doute même en Europe ».
- Entre décembre 2010, date de sa nomination comme associé-gérant, et mai 2012, celle de son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron indique avoir gagné 2 millions d'euros : mais selon ses déclarations de revenus et de patrimoine faites à la Haute Autorité pour la Transparence de la vie publique, **il a gagné plus de 2.800.000 euros** entre 2009 et 2013.

Dans la vie politique

- Il commence à militer dans le Mouvement des citoyens (MDC) où il serait resté pendant près de deux ans.
- Il est membre du PS à partir de l'âge de 24 ans (jour de sa première cotisation. Il collabore également avec la *fondation Jean-Jaurès* à partir de 2006.

- Emmanuel Macron rencontre François Hollande en 2006, par l'intermédiaire de **Jean-Pierre Jouyet** (qui était Secrétaire d'État aux Affaires européennes et Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, et qui aujourd'hui est Secrétaire général du cabinet du président de la République française) et s'engage à ses côtés à partir de 2010. Lors de l'élection présidentielle de 2007, il fait partie du groupe les Gracques, composé d'anciens patrons et de hauts fonctionnaires, qui appelle à une alliance entre Ségolène Royal et François Bayrou. Il essaie ensuite d'obtenir du PS une investiture aux élections législatives en Picardie. Cependant, les socialistes de Picardie refusent de le choisir comme candidat. Cet échec, associé à la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007, l'encourage à donner un nouveau tournant à sa carrière.

- En 2007, alors qu'il est soutenu par une grande partie des commerçants du Touquet-Paris-Plage, il renonce à se présenter aux élections municipales. Il indique avoir «*décliné une offre au cabinet Woerth en 2007* » car «*cela n'était pas conforme à ses opinions* ». En 2010, il décline la proposition, portée par Antoine Gosset-Grainville et validée par le palais de l'Élysée, de devenir le directeur de cabinet adjoint du Premier ministre, François Fillon.

- Il soutient François Hollande lors de la primaire présidentielle socialiste de 2011 et ce avant l'affaire du Sofitel, alors que Dominique Strauss-Kahn était en tête des sondages. De juillet à décembre 2011, il anime un cénacle d'experts et d'économistes, le groupe de la Rotonde, composé des économistes Philippe Aghion, Gilbert Cette et Élie Cohen, qui fait un rapport tous les 15 jours au candidat. Ce groupe prône «un véritable choc de compétitivité », idée que Michel Sapin , économiste, chargé du projet présidentiel, ne retient pas.

Secrétaire général adjoint de la présidence de la République (2012-2014)

- Le 15 mai 2012, ayant réintégré la fonction publique, Emmanuel Macron devient secrétaire général adjoint de l'Élysée en tandem avec Nicolas Revel.
- Nicolas Prissette relève que « entre les premières semaines pendant le quinquennat, le secrétaire général adjoint de 34 ans Macron retient l'attention du microcosme : jeune, sémillant, atypique, pas très à gauche... Les journaux lui consacrent des articles. On s'intéresse davantage à ce personnage qu'au secrétaire général Pierre-René Lemas, qui occupe pourtant le poste clé parmi tous les autres, au cœur du pouvoir ».

- En 2012 « l'ancienne cellule économique de l'Élysée, dont Macron est désormais le plus haut gradé, concocte un plan choc : le passage temporaire aux 37 heures dans la semaine de travail, jusqu'à la fin 2014, avec un bilan prévu pour voir si les Français peuvent repasser aux 35 heures, et la concentration des hausses d'impôts sur les plus hauts revenus. Le secrétaire général adjoint plaide en même temps pour un maintien de la défiscalisation des heures supplémentaires ».

- Mais ces propositions sont refusées par François Hollande : Emmanuel Macron est notamment l'un des artisans, voire il est à l'origine du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et il est aussi le principal promoteur politique du pacte de stabilité et de croissance européen .



- Concernant ce dernier, il s'oppose à Nicolas Revel, chargé des questions sociales et « dont la fibre socialiste est plus affirmée », sur l'opportunité d'inscrire le projet dans le collectif budgétaire voté avant l'été 2014. Il contribue par ailleurs au choix de l'Élysée de ne pas légiférer sur les salaires des patrons et de privilégier un code de bonne conduite. Il confie avoir songé à quitter son poste à l'automne 2013 car « notre réforme des retraites n'était pas à la hauteur de ce qu'on devait faire » .
- Il apparait dans la liste des invités à la réunion du groupe Bilderberg de 2014 en sa qualité de secrétaire général adjoint de la présidence de la République.

été 2014

- Le 10 juin 2014, l'Élysée annonce que Macron quitte le cabinet de François Hollande et que Laurence Boone reprend les dossiers économiques et financiers.
- Les observateurs expliquent son départ par sa déception de ne pas entrer dans le premier gouvernement de Manuel Valls et de ne pas obtenir gain de cause sur l'approfondissement des réformes engagées par le gouvernement, ou encore par l'arrivée comme secrétaire général de **Jean-Pierre Jouyet**. Alors qu'il espérait récupérer le poste de secrétaire général, il est également déçu de la décision de François Hollande de nommer ce dernier à la tête de la Caisse des dépôts et consignations.

- **Jouyet** indique qu'**Emmanuel Macron** quitte le cabinet de la présidence « *pour mener des projets personnels dans les domaines de l'enseignement et de la recherche* ». Il cherche à créer une société de conseil financier « une sorte d' école multidisciplinaire pour évaluer les élèves » ou « un fonds d'investissement pour financer des projets innovants, notamment dans le domaine de l'éducation ». Il cherche un poste universitaire à l'université de Berlin au début de l'été 2014 et obtient, avec l'aide d'Alain Minc, le titre de *Senior Research fellow* en économie politique à la London School of Economics pour y devenir maître de conférences en *policy-mix* européen ; il a également cherché, par l'intermédiaire de Philippe Aghion, à décrocher un poste à l'université Harvard.
- Une candidature lui est proposée dans sa ville natale d'Amiens lors des élections municipales de 2014 mais il refuse l'offre. Alors que Manuel Valls propose à François Hollande, à l'issue de ces élections, de lui confier le ministère du Budget dans son premier gouvernement, le président de la République écarte cette idée en raison de cette absence de mandat électoral.

Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique (2014-2016)

- Le 26 août 2014, il est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Valls en remplacement d'Arnaud Montebourg, dont il conserve la moitié du cabinet. Plusieurs personnalités ont été envisagées avant lui : Bertrand Delanoë, Louis Gallois, Gérard Collomb et Pascal Lamy ; il est suggéré pour la direction du ministère par Jean-Pierre Jouyet.
- Alors inconnu du grand public, Macron devient le plus jeune ministre de l'Économie depuis Valéry Giscard d'Estaing (dans le premier gouvernement de Georges Pompidou en 1962). Il est qualifié par certains médias et acteurs politiques d'« anti-Montebourg » et de « symbole » d'un virage social-libéral de l'exécutif.
- Le passage de pouvoir entre les ministres a lieu le 27 août 2014 au ministère de Bercy .

- Prenant la suite du projet de « loi sur la croissance et le pouvoir d'achat » porté par Arnaud Montebourg, qui se donnait pour objectif de « restituer 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat » aux Français, il présente en décembre 2014 au Conseil des ministres, le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, aussi appelé « **loi Macron** », qui a pour objectif de « déverrouiller l'économie française » en modifiant notamment la réglementation concernant le travail le dimanche, les professions réglementées, les transports et le permis de conduire, l'ouverture du marché autocar et la vie des entreprises et des salariés. Par peur de ne pas trouver de majorité sur ce texte, le gouvernement Valls décide de ne pas faire voter cette réforme auprès des parlementaires et d'utiliser l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, pour la faire adopter. Après son adoption le 10 juillet, la loi est promulguée le 6 août 2015 par le Conseil constitutionnel.
- L'OCSE estime que les mesures d'Emmanuel Macron généreront une hausse du PIB (produit intérieur brut) de 0,3 % à un horizon de cinq ans et de 0,4 % à un horizon de 10 ans L'été 2016, Ludovic Subran, chef économiste de l'assureur Euler Hermès, estime à seulement un « demi-dixième de point (soit 0,05 %) l'apport de la loi Macron à la croissance de la France.

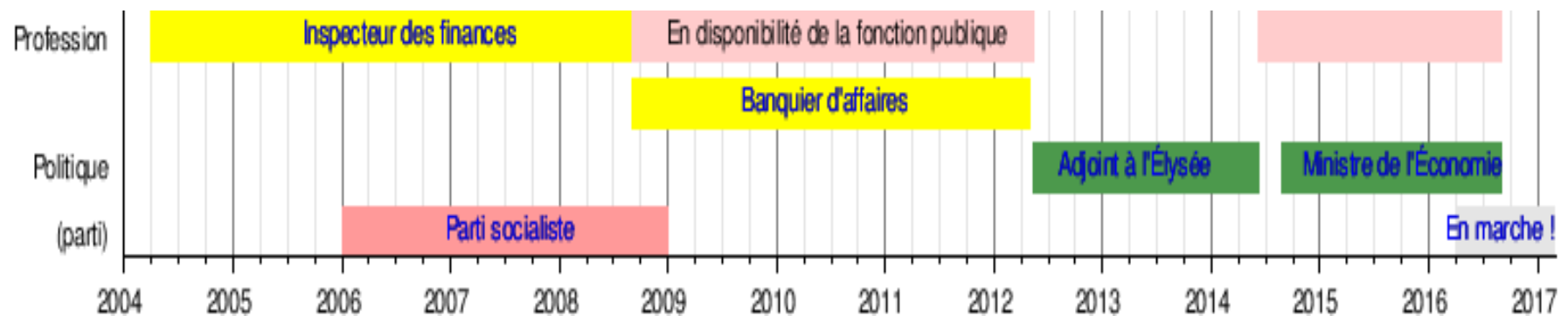
Programme politique

- Réduire les dépenses publiques à 60 milliards d'euros en 5 ans;
- 40 de ces 60 milliards seront retranchés pour réduire le déficit à 3,4% du PIB (PIB français = environ 2 200 milliards d'euros) ;
- Permanence dans l'OTAN ;

- 20 milliards pour réduire les impôts sur les entreprises et 10 milliards pour éliminer la taxe sur le logement;
- 50 milliards de dépenses publiques en investissements dans l'éducation, l'énergie, l'environnement, les transports et la santé ;
- Raccourcir le processus d'examen des demandes d'asile des immigrants ;

- Poursuite des lois sur l'immigration existantes;
- Introduction du service militaire obligatoire universel pour un mois;
- Création d'un marché unique européen de l'énergie et de l'économie numérique;
- Création d'un fonds spécial pour la défense européenne;

Macron 2004-2017: bref résumé



Résultats des élections

- Emmanuel Macron est élu vingt-cinquième Président de la République française le 7 mai 2017 avec 66,10% des voix (20.753.797) après le ballottage avec Marine Le Pen (FN)



Sources

- Internet : Le Figarò.fr / le Monde.fr /
lexpress.fr / L'Espresso.it / Forexinfo.it /
Nanopress.it / FOL.com (Finanza online.com)/
Ilsole24ore.com / Lifegate.it / Mediamass.it /
Wikipedia.com / Firstonline.info / Ansa.it /
Quotidiano.net / Lastampa.it /
Wallstreetitalia.com / Tgcom24.mediaset.it /